



1er Mars 2019

**Charte :**

**PROTECTION DES DONNEES**

## Table des matières

<p>1 Préambule 3</p> <p>2 Enjeux 3</p> <p>3 Définitions 4</p> <p>4 Périmètre 5</p> <p>5 Principes de traitement des données à caractère personnel 5</p> <p style="padding-left: 20px;">5.1 Finalité déterminée 5</p> <p style="padding-left: 20px;">5.2 Principe de loyauté et de licéité 5</p> <p style="padding-left: 40px;">5.2.1 Principal fondement du traitement de données de santé 5</p> <p style="padding-left: 40px;">5.2.2 Traitements nécessitant le consentement du patient 6</p> <p style="padding-left: 40px;">5.2.3 Spécificité concernant l'utilisation des fonds de tube 6</p> <p style="padding-left: 20px;">5.3 Principes de minimisation et d'exactitude des données 6</p> <p style="padding-left: 40px;">5.3.1 Règles générales 6</p> <p style="padding-left: 40px;">5.3.2 Traitement portant sur le numéro de sécurité sociale (NIR) 6</p> <p style="padding-left: 40px;">5.3.3 Spécificités des zones commentaires 6</p> <p style="padding-left: 20px;">5.4 Limitation de la durée de conservation des données 7</p> <p>6 La sécurité des données 7</p> <p style="padding-left: 20px;">6.1 Principes directeurs 7</p>	<p style="padding-left: 20px;">6.2 Sécurité du système d'information pour la mise en œuvre d'un traitement 7</p> <p style="padding-left: 20px;">6.3 Sécurité des échanges de données à caractère personnel avec les tiers 8</p> <p style="padding-left: 20px;">6.4 Mesures de sécurité contractuelles avec les sous-traitants 8</p> <p style="padding-left: 20px;">6.5 Incidents de sécurité et violation de données 8</p> <p>7 Délégué à la protection des données 9</p> <p>8 Les droits des personnes concernées 9</p> <p style="padding-left: 20px;">8.1 Droit d'accès du patient 10</p> <p style="padding-left: 20px;">8.2 Droit de rectification et droit à l'effacement 10</p> <p style="padding-left: 20px;">8.3 Droit à la limitation et d'opposition au traitement 10</p> <p style="padding-left: 20px;">8.4 Droit à la portabilité des données 11</p> <p style="padding-left: 20px;">8.5 Droit de définir des directives sur le sort des données 11</p> <p>9 Flux transfrontières 11</p> <p>10 Traitement en tant que sous-traitant 11</p> <p>11 Evolution 12</p> <p>12 Contrôle et audit 12</p> <p>13 Portée et opposabilité 12</p> <p>14 Entrée en vigueur 12</p>
---	---

## 1 Préambule

La présente charte de protection des données à caractère personnel a pour objet de formaliser les règles de déontologie et de sécurité que s'engagent à respecter tous les utilisateurs du système d'informations du Centre de Biologie Nord Artois. (Ci-après le « CBNA »), pour assurer la conformité des traitements de données à caractère personnel avec la réglementation sur la protection des données.

Ainsi, la présente charte de protection des données à caractère personnel illustre le comportement responsable et loyal que chacun doit observer à l'occasion de la réalisation et de l'exploitation des traitements de données à caractère personnel.

## 2 Enjeux

Le CBNA entend considérer la protection des données à caractère personnel comme une nécessité visant à sauvegarder:

- d'une part, l'absence d'atteinte à la vie privée et aux libertés de ses patients ;
- d'autre part, la réputation et la responsabilité des responsables du CBNA.

Le CBNA a la volonté d'inscrire ses activités dans le respect des obligations en matière de protection des données qui lui incombent et de mettre en œuvre les moyens nécessaires à cet effet.

Cette volonté s'est traduite par la mise en place de moyens techniques et humains, et de mesures organisationnelles adaptées issus du référentiel des Laboratoires de Biologie Médicale qui s'inscrivent dans une approche qualité de l'application du règlement général sur la protection des données<sup>1</sup> (ci-après le « RGPD »), de la loi Informatique et libertés<sup>2</sup> et de ses principes directeurs au sein du CBNA.

Cette charte a pour objectif de :

- diffuser une culture concernant la protection des données au sein du CBNA ;
- favoriser le maintien d'une adéquation permanente entre, d'une part, les exigences de la réglementation et les recommandations de la Cnil, et d'autre part, les réalités quotidiennes du CBNA.

Par ailleurs, dans cette optique de protection des données, ont été définies :

- des politiques et procédures internes ;
- des actions de sensibilisation, d'information et de formation du personnel.

C'est au cœur de cette démarche responsable et proactive du CBNA que s'inscrit la présente charte.

---

<sup>1</sup> [Règlement \(UE\) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données](#)

<sup>2</sup> [Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux fichiers et aux libertés](#)

### 3 Définitions

Les termes ci-dessous définis, au singulier ou au pluriel, ont la signification suivante :

- « Cnil » : Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés ;
- « données à caractère personnel » : toutes informations se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « personne concernée »); est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ;
- « données à caractère personnel sensibles » : données à caractère personnel se rapportant de façon directe ou indirecte aux origines raciales, ethniques, politiques, philosophiques, religieuses ou à l'appartenance syndicale des personnes, à la santé ou la vie sexuelle. Dans la présente charte, il s'agira avant tout des données se rapportant à la santé ;
- « données de santé » : données à caractère personnel relatives à la santé physique, y compris la prestation et services de soins de santé, qui révèlent des informations sur l'état de santé de cette personne ;
- « flux transfrontières » : transmission par tout moyen de données à caractère personnel à un destinataire localisé dans un pays situé hors de l'Union européenne ;
- « personne concernée » : personne à laquelle se rapportent les données qui font l'objet d'un traitement. En l'espèce, il s'agit le plus souvent des patients du LBM ;
- « sécurité des données » : la notion de sécurité des données à caractère personnel comprend des impératifs d'intégrité et de confidentialité des données à caractère personnel. Tout responsable d'un traitement de données à caractère personnel doit prendre toutes les précautions utiles qui, au regard de la nature des données et des risques présentés par un traitement, s'imposent pour préserver l'intégrité et la confidentialité des données et ainsi empêcher que ces dernières ne soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés en prennent connaissance et y aient accès ;
- « sous-traitant » : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ;
- « système d'informations » : le système d'informations et de communication, les ordinateurs (fixes ou portables), les périphériques, les assistants personnels, les réseaux informatiques, les photocopieurs, les téléphones, les logiciels, les bases de données, les systèmes de messagerie, intranet, extranet, les services interactifs et les sessions des postes de travail ;
- « utilisateurs » : les personnes salariées ou non, tous statuts juridiques confondus, permanents ou temporaires, autorisées à utiliser les systèmes d'information ;
- « zones de commentaires libres » : zones de saisie libre des applications informatiques des systèmes d'information, par exemple les zones « observations ».

## 4 Périmètre

La présente charte a vocation à s'appliquer dès lors qu'un traitement de données à caractère personnel est mis en œuvre ou exploité par un utilisateur pour le compte du CBNA.

## 5 Principes de traitement des données à caractère personnel

### 5.1 Finalité déterminée

Les utilisateurs s'engagent à ce que les données collectées le soient pour des finalités déterminées, explicites et légitimes et à ce que les données ne soient pas traitées ultérieurement de manière incompatible avec les finalités initiales du traitement<sup>3</sup>.

En tout état de cause, il est interdit aux utilisateurs de commercialiser auprès de tiers les données à caractère personnel collectées par le CBNA.

### 5.2 Principe de loyauté et de licéité

Chaque utilisateur s'engage à ne réaliser un traitement de données à caractère personnel qu'à partir de données collectées de manière licite, loyale et transparente au regard du patient<sup>4</sup>.

En particulier, chaque utilisateur s'engage à ne collecter que les données à caractère personnel nécessaires à la réalisation du traitement dans le respect du droit à l'information des personnes concernées ou, le cas échéant, après avoir recueilli son consentement.

A ce titre, l'utilisateur s'engage à respecter la note d'informations mises à disposition par le CBNA (Apposition d'une affiche dans la salle d'attente).

#### 5.2.1 Principal fondement du traitement de données de santé

En principe, l'utilisateur ne peut procéder à un traitement de données de santé pour le compte du CBNA que si celui-ci est nécessaire aux fins de la prise en charge sanitaire du patient et repose sur l'article 9.2.h) du RGPD<sup>5</sup>.

Dans cette hypothèse, l'utilisateur n'est pas tenu de recueillir le consentement du patient mais doit informer ce dernier conformément au principe de transparence susvisé. Ainsi, avant de mettre en œuvre un traitement, l'utilisateur en charge de celui-ci doit vérifier que les patients concernés ont été informés :

- des traitements portant sur les données à caractère personnel les concernant ;
- de leurs droits.

A ce titre, un modèle d'information ainsi qu'une procédure d'information des patients est mis à disposition de l'utilisateur par le CBNA (Apposition d'une affiche dans la salle d'attente).

---

<sup>3</sup> [RGPD, art. 5.1.b\)](#)

<sup>4</sup> [RGPD, art. 5.1.a\)](#)

<sup>5</sup> [RGPD, art. 9](#)

### 5.2.2 Traitements nécessitant le consentement du patient

En revanche, lorsque les traitements de données de santé ne sont pas nécessaires aux fins de diagnostics médicaux, de prise en charge sanitaire du patient ou à la gestion des systèmes et services de soins de santé, l'utilisateur doit informer le patient et recueillir son consentement au traitement<sup>6</sup>.

### 5.2.3 Spécificité concernant l'utilisation des fonds de tube

L'utilisation des fonds des prélèvements à des fins médicales ou scientifiques autres que celle pour laquelle le prélèvement a été effectué (ex. fond de tube) suppose une information spécifique et préalable du patient aux fins pour celui-ci de pouvoir, le cas échéant, exercer son droit d'opposition<sup>7</sup>.

## 5.3 Principes de minimisation et d'exactitude des données

### 5.3.1 Règles générales

Seules peuvent être collectées les données à caractère personnel adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles le traitement est réalisé, c'est-à-dire au regard de la prise en charge du patient<sup>8</sup>.

L'utilisateur doit s'assurer que les données des patients sont exactes et, lorsque cela est nécessaire, tenues à jour. L'utilisateur s'engage à mettre à jour régulièrement les données à caractère personnel traitées et à prendre des mesures afin de permettre que les données inexactes soient effacées ou rectifiées.

### 5.3.2 Traitement portant sur le numéro de sécurité sociale (NIR)

A l'intérieur du CBNA, un identifiant local doit être utilisé, propre à chaque patient, lequel doit être distinct du numéro d'assuré social (NIR)<sup>9</sup> Chaque échantillon biologique est notamment identifié par cet identifiant.

Sur la base du principe de minimisation susvisé, le NIR doit être utilisé uniquement lorsque ce dernier est strictement nécessaire, à savoir, pour les opérations de facturation et, le cas échéant, lors de l'échange ou du partage de données médicales.

Outre le respect des prérequis applicables à tout traitement de données à caractère personnel, l'utilisateur concerné doit, avant la mise en œuvre d'un traitement portant sur le numéro de sécurité sociale, vérifier que l'utilisation souhaitée de ce numéro correspond à l'une des hypothèses autorisées par la loi.

En tout état de cause, toute utilisation du numéro de sécurité sociale doit faire l'objet d'une analyse préalable afin d'en déterminer sa licéité.

A défaut, la collecte du numéro de sécurité sociale est interdite.

### 5.3.3 Spécificités des zones commentaires

Lorsque des zones commentaires ou zones libres sont présentes dans le système d'information du CBNA, celles-ci ne doivent contenir que des données objectives respectant la dignité des personnes

---

<sup>6</sup> [RGPD, art. 9](#)

<sup>7</sup> [CSP, art. L. 1211-2](#)

<sup>8</sup> [RGPD, art. 5.1.c\) et d\)](#)

<sup>9</sup> [CSP, art. D. 6211-2](#)

concernées. Les données d'identification raciales, ethniques, religieuses ou culturelles, les informations injurieuses, diffamatoires, blessantes, péjoratives ou désobligeantes sont interdites.

## 5.4 Limitation de la durée de conservation des données

Chaque utilisateur s'engage à ne conserver les données faisant l'objet des traitements réalisés que pour la durée nécessaire à la finalité du traitement réalisé<sup>10</sup>.

A ce titre, l'utilisateur doit respecter la politique de durée de conservation des données du CBNA et le système de purge automatique ou manuel décrit dans la politique de suppression des données mise à disposition par le CBNA.

# 6 La sécurité des données

## 6.1 Principes directeurs

Tout utilisateur en charge d'un traitement de données à caractère personnel doit prendre toutes les précautions utiles au regard du risque encouru afin de préserver la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données, et d'empêcher toute communication à des tiers non autorisés<sup>11</sup>.

A ce titre, outre les sanctions administratives prévues par le RGPD et la loi informatique et libertés<sup>12</sup>, le non-respect des obligations de sécurité est pénalement sanctionné.

L'utilisateur s'engage à respecter les principes relatifs à la protection des données dès la conception du traitement et à la protection des données par défaut<sup>13</sup> :

- la protection dès la conception consiste à mettre en œuvre, en amont et lors de la détermination des moyens du traitement, des mesures techniques et organisationnelles destinées au respect des principes relatifs à la protection des données du patient en fonction du risque généré par le traitement.
  - par exemple, tout développement informatique ou test afférent doit être effectué dans un environnement distinct de celui de la production et avec des données fictives ou anonymisées.
- la protection par défaut consiste à garantir que, par défaut, seules les données nécessaires à la finalité sont traitées, notamment au regard de la quantité des données, l'étendue des traitements, la durée de conservation et leur accessibilité.

## 6.2 Sécurité du système d'information pour la mise en œuvre d'un traitement

Les utilisateurs s'engagent à respecter l'ensemble des règles permettant d'assurer la sécurité des données à caractère personnel faisant l'objet de l'un de leurs traitements, notamment les règles définies dans la charte d'utilisation du système d'information du laboratoire et en particulier les règles d'identification et d'authentification qui lui sont imposées dans ce cadre.

---

<sup>10</sup> [RGPD, art. 5.1.e\)](#)

<sup>11</sup> [RGPD, art. 32](#)

<sup>12</sup> [Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés](#)

<sup>13</sup> [RGPD, art. 25](#)

Ils vérifient et assurent la sécurité de l'accès aux applications qu'ils utilisent et qui contiennent des données à caractère personnel.

Afin d'assurer la confidentialité des données à caractère personnel qu'ils traitent, les utilisateurs s'interdisent de les rendre accessibles à des services non habilités à en prendre connaissance.

De la même façon, il est interdit de communiquer par quelque moyen que ce soit à des tiers non autorisés des données à caractère personnel.

En tout état de cause, il est nécessaire d'informer le responsable du CBNA de tout risque concernant la sécurité des données à caractère personnel, par les outils mis en œuvre et dans les meilleurs délais.

### **6.3 Sécurité des échanges de données à caractère personnel avec les tiers**

Il convient que chaque utilisateur veille à la sécurisation des transmissions de données à caractère personnel préalablement à leur mise en œuvre.

Les données à caractère personnel ne peuvent être transmises qu'aux personnes habilitées à en connaître.

Avant transmission de données à caractère personnel, l'utilisateur s'engage à vérifier :

- l'identité et les coordonnées du destinataire ainsi que sa légitimité à en connaître (habilitation). Il peut également solliciter l'avis de sa direction préalablement à la transmission ;
- que les moyens de communications utilisés sont de nature à assurer la sécurité et la confidentialité des données. Cela implique que les flux soient chiffrés (VPN SSL ; Https, FTPS, Web service sécurisés, MSS, etc.). Tout risque de défaillance de sécurité dont un utilisateur aurait connaissance doit conduire à suspendre la transmission jusqu'à résolution du problème rencontré.

Tout utilisateur mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel ou amené à réceptionner des données à caractère personnel s'interdit de prendre connaissance des données à caractère personnel qui ne lui sont pas destinées ou dont il n'est pas habilité à prendre connaissance.

### **6.4 Mesures de sécurité contractuelles avec les sous-traitants**

Chaque utilisateur qui sous-traite une partie ou la totalité d'un traitement de données à caractère personnel, s'engage à imposer contractuellement à son sous-traitant des garanties de confidentialité des données à caractère personnel par le biais de mesures techniques et humaines de protection de ces données.

L'utilisateur doit veiller à ce que l'engagement entre le CBNA et le sous-traitant soit formalisé par un contrat reprenant les modèles de clauses types mis à disposition par le CBNA<sup>14</sup>.

### **6.5 Incidents de sécurité et violation de données**

L'utilisateur doit signaler tout incident de sécurité au responsable du CBNA. Celui-ci suivra les instructions de l'INFO MO 001.

---

<sup>14</sup> [RGPD, art. 28](#)



Il est précisé à l'utilisateur que les délais suivants de notification de toute violation de données sont imposés au CBNA :

- la notification à la Cnil doit être réalisée dans les meilleurs délais et si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance ; et
- lorsqu'elle est nécessaire, la communication aux patients doit être effectuée dans les meilleurs délais.

A défaut, le CBNA et son responsable sont exposés à des sanctions administratives et pénales.

## 7 Délégué à la protection des données

Le délégué à la protection des données du CBNA a pour missions de<sup>15</sup> :

- informer et conseiller sur les obligations qui incombent en vertu des règles relatives à la protection des données ;
- contrôler le respect de ces règles, y compris concernant la répartition des responsabilités au sein du CBNA, la sensibilisation et la formation des utilisateurs ainsi que les audits s'y rapportant ;
- dispenser des conseils concernant l'analyse d'impact des nouveaux traitements ;
- coopérer avec la Cnil ou toute autre autorité compétente et faire office de point de contact avec celle-ci.

En cas de difficultés, l'utilisateur doit prendre contact avec sa hiérarchie à qui il appartient de communiquer toute problématique liée à la protection des données au délégué à la protection des données du CBNA. Celui-ci sera alors chargé d'élaborer des pistes de solutions à soumettre dans les délais utiles au responsable du CBNA.

**Coordonnées du DPO :** 89 place Wagon 62110 Hénin-Beaumont  
Tél : 0321698000  
Adresse mail : dpo@cbna.fr

## 8 Les droits des personnes concernées

Les principaux droits des patients à respecter sont notamment :

- le droit à la transparence ;
- le droit d'accès ;
- le droit à la rectification ;
- le droit à « l'oubli » ;
- le droit à la limitation du traitement ;
- le droit à la portabilité ;
- le droit d'opposition.

---

<sup>15</sup> [RGPD, art. 39](#)

Chaque utilisateur responsable d'un traitement de données à caractère personnel s'engage à mettre en place, en interne, l'ensemble des moyens humains et techniques permettant d'assurer de façon effective le respect des droits des patients.

## 8.1 Droit d'accès du patient

Dans ce cadre, chaque utilisateur, responsable d'un traitement de données à caractère personnel, s'engage à mettre en place ou à vérifier la présence, en interne, d'une cellule ou d'un service composé d'une ou plusieurs personnes membres du personnel qui auront en charge de répondre aux demandes d'accès des patients.

Ce service de gestion des droits d'accès assure la communication des données à caractère personnel à la personne concernée ayant fait une telle demande dans le respect de la procédure de gestion des droits d'accès mise en œuvre par le CBNA concernant :

- la vérification de l'identité du demandeur ;
- la personne du CBNA en charge de répondre aux demandes ;
- les délais de réponse, étant précisé que l'accès aux données de santé du patient datant de moins de cinq ans doit être mise en œuvre au plus tard dans les huit jours suivant la demande et au plus tôt après qu'un délai de réflexion de quarante-huit heures aura été observé<sup>16</sup> ;
- la liste des documents et des informations susceptibles d'être communiqués ;
- les modalités d'accès (consultation sur place ou envoi du dossier, selon la décision du patient).

## 8.2 Droit de rectification et droit à l'effacement

L'utilisateur s'engage à prendre en compte les demandes émanant de patients concernant la rectification ou la complétude de leurs données lorsque celles-ci sont inexactes ou incomplètes<sup>17</sup>.

L'utilisateur doit également tenir compte des demandes de patients concernant l'effacement de leurs données, lorsque celles-ci ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles le CBNA les a collectées ou traitées (ex. données présentes dans le serveur de résultat du CBNA)<sup>18</sup>. A ce titre, ces données peuvent devoir être conservées sur un support distinct conformément aux obligations de conservation du CBNA

## 8.3 Droit à la limitation et d'opposition au traitement

L'utilisateur s'engage à prendre en compte les demandes de patients à la limitation du traitement. Cette demande peut être réalisée dans les cas suivants :

- le patient conteste l'exactitude des données à caractère personnel traitées par le CBNA;
- le traitement mis en œuvre par le CBNA est illicite ;

---

<sup>16</sup> [CSP, art. L. 1111-7](#)

<sup>17</sup> [RGPD, art. 16](#)

<sup>18</sup> [RGPD, art. 17](#)

- la conservation des données n'est plus nécessaires mais ces données sont nécessaires au patient pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice ;
- le patient s'est opposé au traitement pendant la vérification de la balance des intérêts entre le responsable du traitement et ceux du patient, en particulier, lorsque le traitement est fondé sur les intérêts légitimes du CBNA<sup>19</sup>.

De plus, le patient peut s'opposer, pour des motifs légitimes, aux traitements mis en œuvre par le CBNA lorsqu'ils sont fondés sur l'intérêt légitime du CBNA ou nécessaires à l'exécution d'une mission d'intérêt public.

## 8.4 Droit à la portabilité des données

L'utilisateur s'engage à prendre en compte les demandes de portabilité des données des patients (lorsque cela est possible techniquement) dans l'hypothèse où le CBNA met en œuvre un traitement :

- fondé sur une des bases légales suivantes :
  - le recueil du consentement du patient (recherche) ;
  - l'exécution d'un contrat auquel le patient est partie.
- effectué à l'aide de procédés automatisés.

## 8.5 Droit de définir des directives sur le sort des données

L'utilisateur s'engage à prendre en compte toute demande de patients concernant des directives sur le sort de leurs données après le décès.

# 9 Flux transfrontières

Les flux transfrontières vers l'Union européenne ou hors de l'Union européenne doivent être communiqués au responsable du CBNA en respectant un préavis minimum de six mois avant toute mise en œuvre.

# 10 Traitement en tant que sous-traitant

Lorsque le CBNA procède au traitement de données à caractère personnel en tant que sous-traitant (ex. réalisation d'exams de biologie médicale pour le compte d'un autre laboratoire), les règles issues de la présente charte s'appliquent.

---

<sup>19</sup> [RGPD, art. 6.1.f\)](#)

## 11 Evolution

La présente charte pourra évoluer en fonction du contexte légal et réglementaire et de la doctrine de la Cnil.

Les éventuelles modifications seront portées à la connaissance des utilisateurs et entreront en vigueur un mois à compter de leur mise à disposition par voie d’affichage.

## 12 Contrôle et audit

Le respect des stipulations de la présente charte pourra faire l’objet d’opérations de contrôle et d’audit par le CBNA auprès des utilisateurs.

L’utilisateur s’engage à collaborer dans le cadre des opérations de contrôle et d’audit qui pourraient être menées par le LBM afin de vérifier le respect des stipulations de la présente charte.

## 13 Portée et opposabilité

La présente charte constitue des lignes directrices pour les utilisateurs. Elle rappelle aux utilisateurs les grands principes et les principales obligations en matière de protection des données.

Les utilisateurs sont supposés en avoir pris connaissance avant toute mise en œuvre d’un traitement de données à caractère personnel.

## 14 Entrée en vigueur

La charte entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> Mars 2019<sup>20</sup>.

---

<sup>20</sup> Le cas échéant, la présente charte peut entrer en vigueur après avis du Comité d’entreprise et du Comité d’hygiène et de sécurité ce qui lui confère une force obligatoire supérieure en cas de non-respect et permet ainsi de renforcer la responsabilité de l’utilisateur fautif vis-à-vis du LBM et des autres utilisateurs